

ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE N° 2024-020
RÈGLEMENTATION DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION
RUE CARDINAL DE RETZ

LE MAIRE de NOISY-LE-ROI (Yvelines),

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2,
VU, le Code de la Route,

VU, le Code de la Voirie Routière,

VU le Code Pénal et son article R.610-5,

VU le Code de Sécurité Intérieure et notamment son article L.511-1,

VU, l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 modifié et l'instruction interministériels du 7 juin 1977 relatif à la signalisation routière et à l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,

VU la demande en date du 18 Janvier 2024, de la société ACM TP, domiciliée 1 Route de choisy aux Brufs - 95470 VEMARS, afin d'autoriser des travaux de branchement individuel neuf en soutirage pour le compte d'ENEDIS, 12 rue Cardinal de Retz à Noisy-le-Roi,

CONSIDERANT que pour le bon déroulement desdits travaux, il est nécessaire de réglementer le stationnement et la circulation à Noisy-le-Roi,

CONSIDERANT que par nécessité d'assurer la sécurité des piétons et des automobilistes, il convient de prendre des mesures restrictives en matière de circulation et de stationnement afin de permettre ledit déménagement,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : Le 05 Février 2024, la société ACM TP est autorisée à faire des travaux de branchement individuel neuf en soutirage pour le compte d'ENEDIS au 12 rue du Cardinal de Retz à Noisy-le-Roi.

ARTICLE 2 : Les travaux de reprises du béton désactivé devront être fait avant la fin de validité du présent arrêté. Passé ce délai, la commune se réserve le droit de les faire réaliser par son bailleur aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 3 : La voie de circulation pourra être réduite au droit du chantier. Un alternat par feux tricolores sera mis en place par le pétitionnaire.

ARTICLE 4 : Le stationnement sera interdit.

ARTICLE 5 : Il appartient au pétitionnaire de signaler cette occupation par l'apposition du présent arrêté sur le site 48 heures avant le début des travaux.

ARTICLE 6 : Les prescriptions aux articles 1 et 2, feront l'objet d'une matérialisation et d'une signalisation conformes à la réglementation en vigueur et mise en place par le pétitionnaire.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 8 : Madame la Directrice Générale des services, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Noisy-le-Roi, Monsieur le Chef de la Police Municipale de Noisy-le-Roi et tous les agents habilités sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Cet arrêté sera affiché et inscrit au registre des arrêtés de la Mairie de Noisy le Roi et copie sera adressée :

- A la société ACM TP,
- A ENEDIS
- A Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Noisy-le-Roi,
- Au Service de la Police Municipale de Noisy-le-Roi.

Fait à Noisy-le-Roi, le 22 Janvier 2024

Le Maire,

Marc TOURELLE

Par délégation,


Stéphane TREMBLAY
Directeur des Services Techniques et
De l'Aménagement Urbain

Affiché le :

Je soussigné, Marc TOURELLE, Maire de Noisy-le-Roi,
certifie le caractère exécutoire du présent arrêté.
Le Maire. Marc TOURELLE